

Rouge

**La CGC embouche
les trompettes
du racisme**

p. 6

M 1578 N° 1076 6F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 26/08 au 1/09 1983



**Non ! Mitterrand,
la France ne doit pas faire
la guerre au Tchad !**

TALBOT-PEUGEOT

Annulez les 10 000 licenciements !

p. 6

REPERES

Levallois Large unité contre Balkany

SUIVANT les exactions de ses confrères, les nouveaux élus municipaux de l'opposition, Balkany s'est illustré cet été dans le « coup » contre la Bourse du travail de Levallois Perret. Avec des méthodes de gangster, sa tentative d'interdire la Bourse du travail aux organisations des travailleurs constitue une attaque importante envers le mouvement ouvrier.

Elu en mars dernier contre Parfait Jans, maire PCF depuis 1965, Balkany, « chiraquien bon chic, bon genre » a été élevé dans le sérail de Pasqua et du SAC. Il a trempé dans divers scandales immobiliers.

Depuis qu'il est maire de Levallois Perret, la liste de ses méfaits est déjà longue, de la suppression du nom du « square Allende », devenu « square de la mairie », sans doute par égard pour Pinochet, à l'arrêt des travaux de rénovation des écoles, en passant par la mise en place d'un corps de vigiles municipaux.

Le « coup » contre la Bourse du travail s'inscrit dans cette logique, tout en marquant un saut qualitatif dans la volonté de la droite locale de mettre à genoux les organisations du mouvement ouvrier. L'initiative de Balkany vient à point nommé pour le patronat. Au moment où des licenciements et des suppressions d'emplois sont programmés à Jaeger, à Thomson, à Péchiney (PUK) et à Citroën, il veut supprimer un acquis important des travailleurs, un de leurs lieux privilégiés d'organisation. Ceci en n'hésitant pas à employer « la police municipale » comme de vulgaires nerfs.

Il faut savoir par ailleurs que le projet d'un des patrons du groupe Peugeot SA est de déplacer l'usine Citroën de Levallois en Espagne. Ceci permettrait à Balkany, selon les propos du journal patronal *les Echos* du 16 août de « continuer le front de Seine de Neuilly et troquer ainsi des ouvriers contre des cadres fortunés, histoire de faire basculer la composition sociologique de la ville, pour réaliser une belle opération immobilière et faire disparaître un lieu de conflit : la Bourse du travail qui était le QG des grévistes de Levallois ».

Le contexte ne fait qu'ajouter à la gravité des faits et prouve qu'il ne s'agit pas dans cette affaire d'une simple incartade d'un trop fringant jeune loup du RPR.

Cette situation nécessite une riposte à la hauteur et une mobilisation unitaire de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier pour porter un coup d'arrêt aux agissements de Balkany et pour la dissolution du corps de vigiles municipaux.

Les réactions et le début de mobilisation des travailleurs et de la population de Levallois montrent que cela est possible. Le 4 août, en riposte au coup de force, une manifestation unitaire a réuni 2 000 personnes à l'appel des UD CGT et CFTD des Hauts-de-Seine, des pétitions circulent dans les entreprises, une déclaration commune des organisations et associations de Levallois condamne les agissements de Balkany. Il faut faire plier Balkany !

Sonia Folloni

Les signataires de la déclaration unitaire appellent « les associations non présentes, et qui désirent nous rejoindre, à se faire connaître en prenant contact à la Bourse du travail en vue d'une grande assemblée en septembre ».

UL CGT, UL CFTD, Confédération syndicale du cadre de vie, UNRPA (ex-Vieux de France), Levallois d'abord, Amicale des locataires Cognacq Jay, MRAP, Association BEUR, Union locale des conseils locaux de Parents d'élèves (Fédération Andriou FCPE), JOC et JOCF, CNL, soutenus par les organisations politiques suivantes : PCF, PS, MRG, LCR, PSU.

RADICAUX

Croupions de droite et de gauche

Candidat à la présidence du Parti radical (membre de l'UDF) Olivier Stirn a « une grande ambition » (sic !) : le Parti radical ne doit plus être « le croupion de telle ou telle formation ». Il a donc pris l'initiative de proposer aux « radicaux de gauche » une réunification : « entre le rejet de l'actuelle majorité socialiste-communiste et la volonté de ne pas retrouver l'an-

cienne majorité UDF-RPR, le radicalisme a désormais toutes ses chances à condition d'être solidaire et réunifié ».

Les propositions de Michel Crépeau, faites dans une interview au *Monde* du 19 juillet, ne sont donc pas tombées dans l'oubli. Au rythme de l'été, diverses « personnalités » de la « famille radicale » y sont allés de leur déclaration. Gabriel Peronnet, ancien ministre giscardien, a souligné que les élections européennes seront le moyen de vérifier si oui ou non le MRG (centre-gauche) a « le courage de s'exprimer ». Un tel doute aurait pu sembler insultant : mais le débat continue...

Didier Bariani, actuel président du Parti radical (centre-

droite), a voulu préciser les exigences de sa formation : « si l'air se raréfie dans le scaphandre socialo-communiste, ce n'est pas à nous d'y apporter de l'oxygène ». Pour lui, « le point de départ d'une réunification serait le départ du MRG de l'union de la gauche ». Cela lui a attiré une réponse de Jean-Michel Baylet, dont la famille possède la *Dépêche du Midi*, quotidien de la région de Toulouse, au nom de « la tradition radicale » : des initiatives seront annoncées sous peu ; mais « les radicaux ont toujours participé au combat de la gauche »...

Qui est donc le mieux placé pour « réunifier » ? Olivier Stirn, réaliste à l'égard de ces petits groupes d'élus et notables, a fixé les enjeux : « la prochaine élection politique décisive sera celle de 1986. Tout radical, d'où qu'il vienne et où qu'il soit aujourd'hui doit s'engager à tout mettre en œuvre pour qu'un groupe radical, c'est-à-dire au moins trente députés, siège à l'Assemblée nationale ». Mais, ajoute-t-il, « un tel objectif suppose qu'un mode de scrutin proportionnel soit instauré ». Sinon, chaque croupion est bien obligé de mendier quelques sièges, à droite ou à gauche.

RACISME

Cow-boys d'extrême droite

Deux sympathisants et un responsable du PFN ont été arrêtés à Troyes (Aube) après une longue série d'attentats racistes et une attaque contre le local du PCF. Ils avaient en particulier du goût pour les fusillades contre des bars tenus par des maghrébins. La dernière en date avait fait trois blessés.

Dans un premier temps, le PFN a prétendu que c'était « des voyous avec lesquels il n'a rien à voir ». Mais l'un des trois, qui a « incité » les autres, fut le responsable local du PFN, et une perquisition à son domicile a fait découvrir un fichier de plusieurs centaines de noms.

Pour cacher son embarras, le PFN se lance dans une bataille politique, prétendant que « décidément le gouvernement est prêt à tout pour supprimer les libertés politiques... Un sacré culot !

GUATEMALA

Exit le prophète !

Dix-sept mois auront suffi à prouver l'invincibilité du projet de Rios Montt : éliminer « définitivement » la résistance armée populaire menée par l'URNG* et rafistoler les divisions, d'une part entre les différents secteurs de la bourgeoisie et, d'autre part, les diverses camarillas militaires.

Mieux : le dictateur « fils de Dieu » à la solde de sectes protestantes nord-américaines promues par la CIA était devenu indésirable pour tous.

En effet, la carte blanche délivrée par Rios Montt aux sectes et leur participation active à l'application du plan contre-insurrectionnel « fusils et haricots » déplaisaient fortement à la hiérarchie catholique qui y voyait une remise en cause de son autorité. De plus, limitant ou interdisant l'activité des partis politiques, Rios Montt était devenu l'ennemi juré des partis traditionnels de droite et d'extrême-droite. En premier lieu, le MLN (extrême-droite) qui organisa plusieurs tentatives de coup d'Etat avec la collaboration de militaires, eux aussi désireux d'en finir avec le « frère

Efrain ».

Par ailleurs, sa volonté de mettre en place un impôt de guerre visant la bourgeoisie n'a fait qu'accroître le ressentiment de cette dernière à son égard.

Ainsi, le 8 août dernier, le général Oscar Mejia Victores, ministre de la Défense, prenait le pouvoir et faisait part de sa volonté « de lutter par tous les moyens pour exterminer la subversion léniniste-communiste qui menace la liberté et la souveraineté du Guatemala ». Un langage qui n'engage personne à penser que les massacres perpétrés par l'armée gouvernementale, principalement à l'encontre des populations indiennes,

vont cesser. Au contraire, le ton semble s'être durci.

Ce coup d'Etat n'est pas pour déplaire à l'administration Reagan qui y voit, enfin, la possibilité d'intégrer davantage le Guatemala dans ses plans régionaux. Et puis, l'aide directe à la dictature pourra reprendre....

* URNG : Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, créée en janvier 1982 et formée de l'EGP (Armée de la guérilla des pauvres), de l'ORPA (Organisation du peuple en armes), des FAR (Forces armées rebelles) et du PGT-ND (Parti guatémaltèque du travail-noyau de direction).

POINT DE MIRE

Nazi-connection ? Complicités occidentales

LES autorités d'outre-Atlantique viennent officiellement de le reconnaître : Klaus Barbie, assassin de Jean Moulin et ex-chef de la Gestapo lyonnaise a travaillé pour le Counter Intelligence Corps (CIC), le service de contre-espionnage de l'armée américaine à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. Allan Ryan, adjoint au ministre fédéral de la Justice, dans un long rapport rendu public le 16 août dernier, a reconnu que les Etats-Unis ont soustrait l'ancien SS-Obersturmführer à l'action de la justice française, en lui permettant de fuir en Amérique latine sous une fausse identité.

Les lecteurs de *Rouge* n'auront pas été surpris de cette « révélation ». Dans notre numéro du 19 février, nous rappelions comment, en liaison avec le Vatican, les services de renseignement alliés avaient permis la fuite de dizaines de dignitaires hitlériens, au nom de la lutte — redevenue à leurs yeux prioritaire — contre le « communisme ».

Reagan a exprimé ses « profonds regrets ». Mais son administration tente de présenter ce scandaleux épisode comme un simple accident de parcours qui n'éclabousserait nullement les hautes autorités américaines. Lorsqu'ils ont embauché Barbie, les services US ignoraient tout de ses activités antérieures, affirme-t-on. Argument peu crédible comme vient de le rappeler le journal allemand *Neue Ruhr Zeitung* : « Barbie n'était pas un cas isolé. Les services secrets américains ont soustrait des douzaines de nazis, collaborant avec eux, à leurs juges (...) L'anticommunisme commun a mené à des complicités lâches au-delà de toute considération morale ».

Tous les commentateurs ont exprimé leur vertueuse indignation. Mais ils ont soigneusement passé sous si-

lence que le contre-espionnage américain n'eût pas le monopole de telles pratiques. En France, chacun sait qu'à partir de 1944, la Direction générale des études et recherches (DGER) puis le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) recrutèrent d'anciens agents nazis afin de profiter du travail des réseaux hitlériens agissant dans la zone d'influence soviétique. On sait également que les services français jetèrent leurs filets dans deux directions : la section IV de la Sécurité d'Etat du III^e Reich (Reichs Sicherheit Haupt Amt) spécialisée dans les missions en Europe orientale et le service de recherche de l'Abwehr.

Max Gallo, le porte-parole du gouvernement, déplorait le 17 août « l'utilisation qu'ont faite certains services, à l'insu de leur gouvernement, du criminel nazi ». Mais il s'empressait d'ajouter que « ce qui importait le plus aujourd'hui c'est que Klaus Barbie ait été arrêté ». Curieux discours de la part d'un homme qui se réclame de la démocratie et du socialisme mais qui semble essentiellement préoccupé de clôturer au plus vite un dossier explosif. Qu'importe que Barbie et ses semblables aient été promus au rang de « défenseurs de la démocratie » ? Qu'importe que trente années durant, ils aient conseillé les plus féroces dictatures d'Amérique latine ?

Notre porte-parole cherche surtout à blanchir les gouvernants de la principale puissance impérialiste et à éviter qu'ici même, de hautes personnalités — dont certaines sont peut-être encore en fonction — soient mises en cause. Une attitude qui illustre bien ce qu'on tente d'éviter à l'occasion du prochain procès du « boucher de Lyon ».

Christian Picquet



Interdits professionnels en Grande-Bretagne

La direction de British Leyland a licencié treize ouvriers et ouvrières pour délit d'opinion. Le crime de lèse-majesté commis par ces travailleurs est simple. Ils sont accusés par British Leyland d'être des taupes trotskystes. Pour preuve, ils n'avaient pas déclaré tous leurs diplômes lors de leur embauche. C'est une véritable chasse « aux rouges » qu'a déclarée la grande presse britannique. Les titres sont éloquentes : « Red

Steph », « Red moles : the secret orders » (Steph la rouge, les taupes rouges : les ordres secrets). Derrière cette hystérie, rappelant les mauvaises heures du mac-carthisme, se dresse une attaque sans précédent contre la classe ouvrière, menée tambour battant par Thatcher.

La semaine prochaine, *Rouge* publiera une interview de Valérie Coultas, journaliste de *Socialist Action*.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	450 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	160 F

Nom :
Prénom :
Adresse :
Formule choisie :
Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire : 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

TCHAD

Rappel immédiat des paras français!

● Trois raisons de s'opposer à la politique du gouvernement en Afrique. En réponse à Mitterrand.

FRANÇOIS MITTERRAND a donc dû se décider à expliquer, dans une interview au *Monde* du 26 août les raisons qui l'ont conduit à envoyer les paras au Tchad. Il lui était en effet difficile de garder plus longtemps le silence alors que la fiction d'une simple « mission d'instruction » a fait long feu. C'est un dispositif de guerre que les Français ont déployé tout au long de la ligne de front partageant le pays : près de trois mille soldats équipés d'hélicoptères Puma, de dizaines de camions et d'automitrailleuses, de missiles antichars Milan, de lance-roquettes, de mortiers, de canons anti-aériens et de plusieurs

batteries de missiles Crotale. Cette véritable armada est appuyée par des avions Jaguar et Mirage escortés par un avion ravitailleur KC-135.

A l'heure où ces lignes furent écrites, les propos du président de la République n'avaient pas encore été publiés. Mais on connaissait l'essentiel des arguments grâce notamment à un entretien officieux avec le journaliste Eric Rouleau qui en publia le contenu dans *le Monde* du 17 août. Chacune des explications de l'hôte de l'Elysée est de nature à renforcer notre conviction : il faut rappeler immédiatement le corps expéditionnaire français.

L'opération «Manta» est une aventure coloniale

L'OBJECTIF de M. Mitterrand est clair », affirmait E. Rouleau dans l'article cité. « Il cherche à empêcher l'extension du conflit, qui pourrait déboucher sur une confrontation Est-Ouest et à épargner aux Français une guerre inutile, sans pour autant s'écarter des principes qui le guident, notamment celui ayant trait à la défense de l'intégrité territoriale et l'indépendance d'un pays ami. »

Mais de quels principes parle-t-on ? Comme le reconnaissait l'ancien ministre gaulliste Pierre Messmer, le Tchad n'a aucune réalité nationale. Les fractions qui se sont succédées au pouvoir à N'Djamena n'ont jamais eu la moindre légitimité populaire. C'est par la force armée qu'elles ont toujours accaparé le pouvoir d'Etat.

Quant à la prétendue ingérence libyenne, rappelons, tout de même, que le colonel Khadafi n'agit pas autrement que Paris ou Washington eux-mêmes dans cette région. En 1968, de Gaulle engagea militairement notre pays pour sauver le dictateur Tombalbaye menacé par les

maquisards du Tibesti. Dix ans plus tard, Giscard envoya des Jaguar pour protéger le président Malloum des guérilleros du Frolinat. Et chacun sait qu'Hissène Habré — ancien agent des services secrets français — ne renversa Goukouni Oueddeï (alors soutenu par la France) en 1982, que grâce à l'aide des Etats-Unis.

En réalité, l'engagement de nos gouvernants est dicté par une seule considération : **préservé à tout prix le cadre des accords néo-coloniaux qui lient le Tchad à l'Hexagone à l'intérieur de la zone Franc et empêcher qu'un bouleversement dans cette zone explosive ne déstabilise en chaîne toutes les oligarchies locales liées à notre impérialisme.** Avec cynisme et lucidité, l'envoyé spécial, du *Monde* sur le lieu des combats écrivait le 20 août que le but de l'Elysée était « d'indiquer à ses alliés africains que la France est capable de contribuer efficacement à leur sécurité. Bref, que l'ancienne métropole a toujours les moyens d'une politique régionale ».

L'action de Paris s'intègre à la stratégie de l'impérialisme

A en croire Eric Rouleau, la France n'appliquerait pas en Afrique une politique semblable à celle de Ronald Reagan en Amérique centrale. « Les deux pays, écrivait-il, divergent à peu près sur tout, sur la finalité de l'opération et les moyens de la mener à son terme, tout autant que sur leurs analyses et leurs motivations respectives ».

Le conflit tchadien fait éclater une polémique entre Paris et Washington. Celle-ci reflète la très vive concurrence à laquelle est soumis l'impérialisme français dans sa chasse gardée traditionnelle. Depuis plusieurs mois, les Etats-Unis s'efforcent systématiquement de grignoter son influence en Afrique francophone et au Maghreb.

Mais cette tension entre les deux capitales ne saurait occulter l'essentiel. En intervenant au Tchad, la France assume pleinement sa place dans le bloc des Etats impérialistes. La crise actuelle confronte ces derniers à une instabilité croissante de zones du tiers monde qui représentent un enjeu stratégique pour leur approvisionnement en matières premières. Pour y faire face, les principales puissances se sont dotées de nouveaux moyens d'intervention dans les zones chaudes de la planète. Les USA disposent d'une Force de déploiement rapide (RDF) forte de quelque 200 000 hommes et nos gouvernants viennent de créer une Force d'action rapide (FAR) qui regroupe environ 80 000 soldats professionnels.

L'action de Paris au Tchad s'intègre donc parfaitement à l'ensemble de la stratégie et du dispositif des Occidentaux. Ce n'est pas un effet du hasard si, parallèlement au débarquement de nos paras, le Pentagone envoyait 5 500 hommes effectuer des manœuvres avec l'armée égyptienne et si 7 000 autres participaient à des exercices au Soudan, en Oman et en Somalie.

Négociation ou pas, les populations tchadiennes ne gagnent rien à cette guerre

ETANT persuadé qu'il n'y a pas de solution militaire aux complexes problèmes qui se posent au Tchad, le président de la République est favorable à la conciliation librement consentie, donc à la négociation », indiquait encore Rouleau. Pour en convaincre les Français, Mitterrand vient de charger le radical de gauche Maurice Faure d'une mission dans ce sens auprès de toutes les parties concernées.

Il n'en demeure pas moins que le gouvernement a mis le doigt dans l'engrenage infernal d'une guerre qui peut durer des années. Une guerre qui coûtera des dizaines de milliards et dont le dénouement échappera, une fois de plus, aux populations tchadiennes comme aux peuples d'Afrique.

La présence de trois mille soldats français n'aidera en rien à la résolution démocratique de la question tchadienne. Une solution conforme à l'intérêt du plus grand nombre passe en effet par le respect du droit à l'autodétermination des différentes populations qui cohabitent dans cet Etat factice hérité de la colonisation.

Dans l'immédiat, l'action du gouvernement n'aura qu'une conséquence : **renforcer le contrôle de la clique d'Hissène Habré sur la moitié du pays et consolider parallèlement les assises des potentats réactionnaires africains qui multipliaient il y a peu des appels à l'impérialisme français.** Et, que le partage actuel du pays débouche sur un nouvel affrontement ou que l'on s'engage dans un processus de lent pourrissement, les populations civiles connaîtront une aggravation de leurs souffrances et de leur misère.

Christian Picquet



LIBYE

Les caricatures et la réalité

● Les valse-hésitations du gouvernement français dans l'affaire tchadienne ont révélé les rapports complexes entre Tripoli et les puissances occidentales

DANS le conflit tchadien, nous voici donc une fois encore plongés dans les méandres de l'intox. Alors que l'on justifie une intervention militaire aux yeux des travailleurs français par un matraquage sur la « dictature khadafiste », le gouvernement prend en coulisses des contacts avec Tripoli. Une fois de plus se pose la question de la nature des rapports entre le régime libyen et l'impérialisme.

Animé depuis le début par une ligne nationaliste et anti-impérialiste, Khadafi a construit un type de régime politique original fondé sur ce qui avait été le moteur du soulèvement de 1969 : débarrasser le pays de la corruption des couches sociales parasites liées à la monarchie et à la Confrérie islamique Senoussi. Le populisme radical du nouveau pouvoir prétendait fonder un Etat sur les comités populaires. Mais la pensée du « guide » rassemblée dans les célèbres *Livres verts* a progressivement évoluée d'un islamisme intégriste à un discours plus rationnel.

Il ne fait aucun doute que le système politique libyen ne dépasse pas le cadre d'une démocratie formelle. Il s'agit d'un Etat fort, autoritaire et répressif. Mais en aucune manière il ne peut être dit qu'aujourd'hui ce régime est la dictature sanglante que certains se plaisent à décrire.

Un danger pour certains rouges

La Jamahiriya libyenne (ce qui signifie à peu près « Etat des masses ») a donc constitué peu à peu un danger pour certains intérêts impérialistes, pour certains rouges permettant la manipulation des régimes néo-coloniaux en Afrique. Tripoli a aidé des coups d'Etat militaires dont l'idéologie faisait référence de manière superficielle à l'idéal de « rédemption » de la Jamahiriya. Elle a soutenu divers partis ou aventuriers politiques dont les programmes mélangeaient nationalisme et islamisme.

Nouveaux logements sur la route de l'aéroport de Tripoli. Grâce aux revenus financiers tirés du pétrole, Khadafi a obtenu une relative paix sociale en favorisant la petite bourgeoisie.

me. Elle s'est engagée aux côtés de la résistance palestinienne, sans pour autant rompre avec la tradition de manipulation et de chantage des régimes arabes à l'encontre de ses directions. Elle soutient le Nicaragua et Grenade, ce qui suffit pour que Washington parle de la Libye comme d'un « repaire du terrorisme international ». Il est donc bien clair que les menaces impérialistes contre la Libye doivent être dénoncées sans hésitation.

Le Kremlin a établi des liens étroits avec le gouvernement libyen. Dans bien des cas, la diplomatie de Tripoli a suivi les intérêts de l'URSS et il est parfois difficile de distinguer la politique propre de Tripoli et son utilisation par les bureaucrates.

La politique « radicale » de Khadafi reste donc très vélléitaire. La preuve en est le contenu réactionnaire de son aide à l'une des cliques tchadiennes ou l'arrêt de l'aide au peuple érythréen dès lors que Moscou soutint le régime militaire éthiopien. Il en va de même à propos du Sahara.

Après s'être présenté aux côtés de l'Algérie comme le grand arrière du Front polissario, Khadafi déclarait le 16 juin 1983 : « *La Libye a achevé d'accomplir son devoir en ce qui concerne le Sahara occidental : il n'y a plus de litige entre le Maroc et elle à ce sujet. Le problème de l'heure pour les Arabes est d'affronter le danger sioniste.* »

Un cas particulier

Telle est l'ambiguïté de ce genre de régime. Leur politique d'Etat s'apparente par bien des aspects formels à celle des régimes staliens, quoique les intérêts sociaux défendus soient ceux des couches petites-bourgeoises issues du mouvement nationaliste.

Le populisme libyen a pu se maintenir au fil des années en raison notamment de revenus pétroliers considérables, assurant un revenu par tête de 5 280 dollars. Ce qui a per-

mis une relative paix sociale en favorisant la petite bourgeoisie au sein d'un appareil d'Etat bon payeur et en assurant aux travailleurs des revenus décentes.

Cas exceptionnel dans le continent, la Libye a eu les moyens de développer simultanément une agriculture intensive et une industrie moderne débarrassée des vieilles classes dirigeantes très dispendieuses.

La Libye reste toutefois profondément dépendante de ses exportations pétrolières sur un marché manipulé par l'impérialisme. La conjoncture se dégradant, le gouvernement a dû s'engager dès 1980 dans une politique de restriction draconienne des investissements. Cela n'a fait qu'exacerber la concurrence entre les fournisseurs occidentaux. A cela s'ajoute évidemment la crise mondiale qui pèsera durement sur tous les pays du Maghreb.

Des intérêts contradictoires

Il n'est donc pas étonnant que Khadafi, au plus fort de sa polémi-

que contre le plan de Fès sur la Palestine, ait accepté le projet d'un Grand Maghreb économique avec l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Il s'agit dorénavant de répondre aux nécessités d'une économie dépendante, tournée vers les importations de technologie occidentale, à un moment où la crise internationale exige de meilleurs rapports de forces pour faire front.

Redoutant l'isolement économique et politique, Khadafi cherche à faire peser les atouts de la Libye dans le cadre d'un grand ensemble maghrébin. Pour y parvenir, il est prêt à reconnaître comme il vient de le déclarer lors de sa visite en Tunisie — qu'il avait fait fausse route en pensant que seuls des « régimes révolutionnaires » pouvaient permettre la réalisation de l'unité arabe. Le radicalisme laisse maintenant une large place au pragmatisme.

Il n'est donc pas surprenant que nous ayons assisté à des valse-hésitations du gouvernement français. En ces temps de concurrence exacerbée dans le domaine des biens d'équipement, l'existence d'un marché ouvert n'est pas sans provoquer des fortes convoitises.

C. Gabriel



Quand Montand veut casser du Libyen ...

CHACUN le sait et l'histoire de la France en est malheureusement trop riche, toutes les interventions coloniales se justifient toujours par de grandes missions. Par leur lutte, les peuples d'Afrique ont aujourd'hui réussi à soulever le joug colonial. Mais le néo-colonialisme maintient toujours ces peuples dans la misère et l'exploitation sous la tutelle des métropoles occidentales et des multinationales qui pillent les ressources de ce continent.

Le gouvernement issu du 10 mai n'a rien changé à cela, ni au niveau militaire ni au niveau économique. Tout comme l'Amérique latine est la chasse gardée des USA, l'Afrique demeure sous le contrôle de la France même si les diamants sanglants de Bokassa ne brillent plus à l'Elysée.

De même qu'il déplore qu'au front de l'austérité semble manquer la caution des intellectuels... de gauche, Max Gallo, le porte-parole du gouvernement, aurait pu craindre qu'à cette nouvelle aventure coloniale ne manque la voix de quelque Déroulède. Il faut en effet faire comprendre aux quelque 53 % de mauvais Français qui sont contre l'intervention au Tchad quelle haute mission de paix nos paras sont allés défendre.

Nos gouvernants n'auront cette fois pas eu besoin de lancer un appel dans *le Monde* pour que se lèvent des défenseurs de la présence française en Afrique. Hélas, parmi eux, se trouvent des gens qui avaient dénoncé les exactions françaises en Algérie ou qui s'étaient opposés à la guerre du Vietnam, en particulier Yves Montand. Libérés de leur « mauvaise conscience anticolonialiste », comme ils l'écrivent eux-mêmes, embouchant les mêmes trompettes que Reagan ou Bigeard, ils ont

trouvé leur ennemi : Hitler-Khadafi qui menace l'Afrique « démocratique », et derrière lequel se dissimulerait « l'impérialisme soviétique ». « *En envahissant le Tchad, indiquer-ils, Khadafi menace une part de ce domaine déjà bien restreint qui appartient à la démocratie.* »

Drôles de chevalier de la démocratie que ce chef de bande qu'est Hissène Habré ou que le dictateur Mobutu.

La palme... militaire revient sans doute à celui qui fut directeur du journal maoïste *la Cause du peuple*, Jean-Pierre Le Dantec, qui ayant visiblement du mal à parer Habré de toutes les vertus démocratiques, accuse carrément Khadafi de l'attentat de la rue des Rosiers (quelles preuves ?) et reproche à l'Elysée d'être empêtré dans « une détroque anti-impérialiste » ! « *On n'ose penser, écrit-il, que la France pourrait renoncer à vouloir peser sur le destin du tiers monde... Il y va de toute cette culture démocratique qui fut l'invention de l'Europe.* »

Au Congo, en Algérie ou en Angola, la lutte pour la démocratie s'est toujours affrontée aux troupes armées par cette Europe « démocratique ». Mais Le Dantec l'a sûrement oublié, comme Montand, Kouchner et Glucksman. Les minarets islamiques de Khadafi seraient-ils aujourd'hui plus haïssables que la christianisation armée imposée par l'Occident ?

Tous nos « casseurs de Libyens » affirment ne pas vouloir d'un autre Munich. Très bien ! Mais on remarquera qu'ils ont crié moins fort quand Cheysson a annoncé la fin des livraisons d'armes au Nicaragua assiégé par les USA. Il est vrai qu'ils ont désormais pour Reagan les yeux de Chimène.

A. T.

BUDGET

Une nouvelle recette d'austérité

● Sans réforme de la fiscalité et en écoutant les cris de Gattaz, la sauce sera sûrement salée

AVEC une croissance sans doute plus près de zéro que de 1 % et une augmentation d'environ 200 000 chômeurs, la mise en place du budget est une véritable opération d'équilibrisme: comment dégager des fonds publics à donner aux « chefs d'entreprise » sans se mettre à dos les salariés ?

Delors avait cru malin de proposer, pour « plus de rigueur », un prélèvement supplémentaire de 2 % appliqué à tous les contribuables. Cela pouvait, bien orchestré, sembler « juste » et efficace grâce à une retenue directement sur les feuilles de paie. Mais, en réalité, cette mesure fut dénoncée immédiatement par une partie des dirigeants du PS, dont Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. En effet, a-t-il rappelé, « ce qui reste après impôt selon que vous êtes smicard ou titulaire d'un gros revenu n'est pas du tout équivalent ». Pour les uns, il s'agit d'épargner pour améliorer légèrement le quotidien; pour les autres, tout ce qui permet d'épargner va grossir le patrimoine déjà constitué sous la forme d'investissements industriels ou sous la forme d'immobilier, etc... Aussi, ajoutait Joxe, « pourquoi la gauche qui a été élue par les salariés modestes les pénaliserait-elle ? » Fiterman, au nom du PC, pesait dans la même direction.

En pratique, il semble que la

Toujours disponible

Cette brochure a été réalisée par les militant(e)s de Carmaux de la LCR, avec l'aide de la section départementale.

Pour vous la procurez : Elle est disponible à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis à Paris. Elle peut être commandée à PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil (8 francs).



solution défendue en commun par Mauroy et Delors soit aujourd'hui abandonnée. Mais les « derniers arbitrages » sont en cours, et aboutiront à des décisions seulement lors du conseil des ministres du 14 septembre.

La réforme...

Ce mauvais coup écarté, si cela se confirme, nous risquons fort d'assister, outre l'emprunt de vingt milliards, à l'annonce d'une augmentation de la TVA, ne serait-ce que sur les produits importés. Celle-ci aurait des effets négatifs sur le taux d'inflation, puisque de très nombreux prix augmenteraient. Mais elle pourrait passer au compte des mesures propres à « nous défendre » en donnant la priorité à « produire et acheter français »...

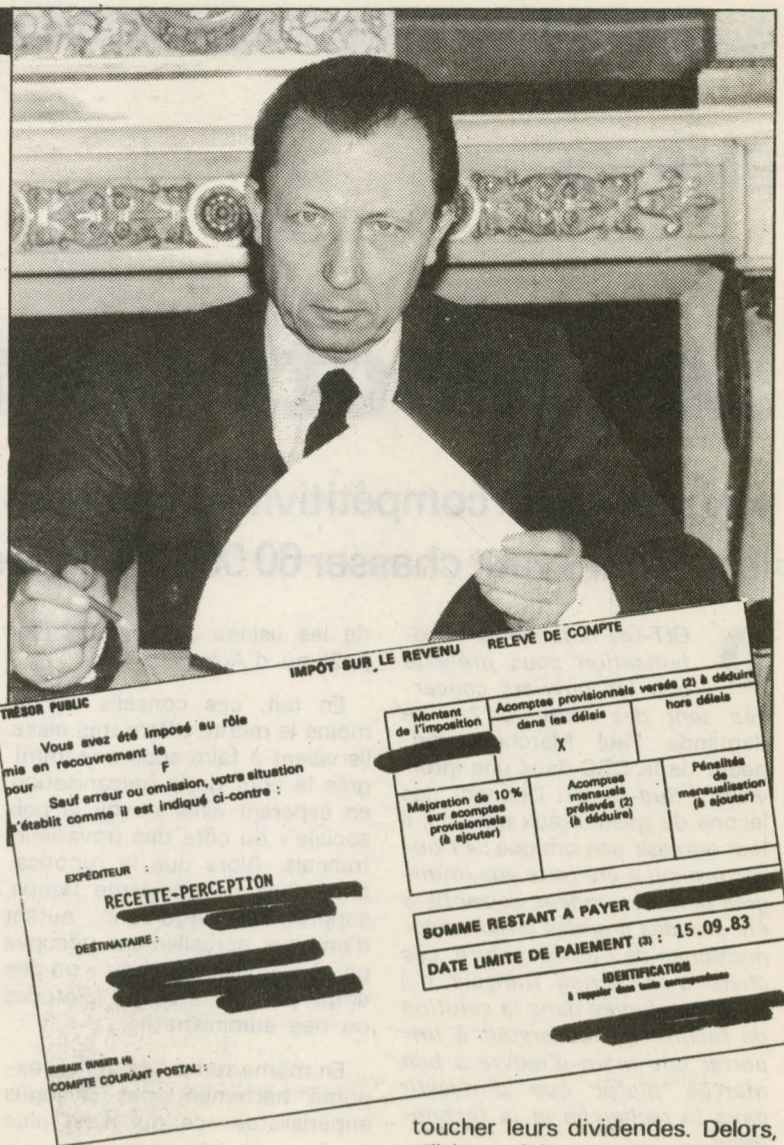
On laissera même entendre ainsi qu'une telle TVA atteindrait davantage ceux qui achètent des produits plus ou moins « de luxe ». Comme si les vêtements, la Hi-fi, et l'ensemble des produits importés entrant dans diverses fabrications n'étaient consommés que par des privilégiés... Comme si l'achat de tel ou

tel produit était nécessairement réservé à certaines catégories...

En réalité, la TVA et les impôts indirects, qu'on paie sans s'en apercevoir, représentent déjà 60 % des recettes fiscales. Le plus fort taux dans les pays industrialisés ! Et cet impôt est profondément « injuste » puisque sa « pression fiscale » s'élève à 13,2 % de leurs revenus pour les ouvriers et les employés, à 12,5 % pour un cadre moyen, à 9,6 % pour un cadre supérieur et à seulement 6,3 % pour un membre des professions libérales !*

Les « sacrifices »

Inutile, ici, d'ajouter que pratiquement aucune des réformes fiscales importantes prévues dans les programmes du PS et du PC n'a encore été réalisée. Pas même la suppression du système de « l'avoir fiscal » : sous un nouveau nom, le même mécanisme permet de payer moins d'impôts en achetant des actions. De même, reste le système du « quotient familial », grâce auquel un fils de riche fait gagner de grosses diminutions



d'impôts à ses parents...

Autre héritage soigneusement conservé par la majorité, le service de la « dette », c'est-à-dire le remboursement des anciens emprunts d'Etat. Celle-ci, qui représente 53 milliards de francs, continue à être « remboursée » alors que pour une très grande part, elle tombe dans les poches des plus riches. Faut-il citer, une fois de plus, le fameux emprunt Giscard de 1973, qui fut « couvert » en quelques heures à un taux défiant toute concurrence à l'époque ? Bien informés par des « fuites » au bon moment, tous les proches de l'oligarchie financière avaient prévu des « liquidités ». Aujourd'hui, remboursés plusieurs fois de leur mise initiale, ces « heureux » continuent de

toucher leurs dividendes. Delors, s'il le voulait, pourrait en publier la liste, proposer qu'ils ne touchent pas un sou de plus, et économiser une partie des milliards qu'il recherche au fond de nos poches. Mais cela ferait de la peine à Gattaz...

Sans doute, le ministre des Finances juge-t-il nos réflexions « hors du sujet » : « un pays ne peut pas dépenser plus qu'on ne produit ». Et, dans l'immédiat, il faut faire les frais, dans les salaires comme pour les indemnités chômage ou les effectifs des services publics des « difficultés » de messieurs les patrons.

Arthur Carré

* On peut lire, dans « Critique communiste » : « Les revenus et la fortune en France » (n° 11, septembre 1982) et « Fiscalité : réformes immédiates ou bavardages sur la solidarité » (n° 14, décembre 1982).

Le numéro août/septembre

Spécial Marx, 88 pages,
48 illustrations, 36 francs

Crise du capitalisme et actualité de Marx
Nicolas MAHEU / Francis SITEL

La centralité du potentiel révolutionnaire
de la classe ouvrière dans la pensée de Marx
Ernest MANDEL

Marx et Trotsky
Pierre FRANK

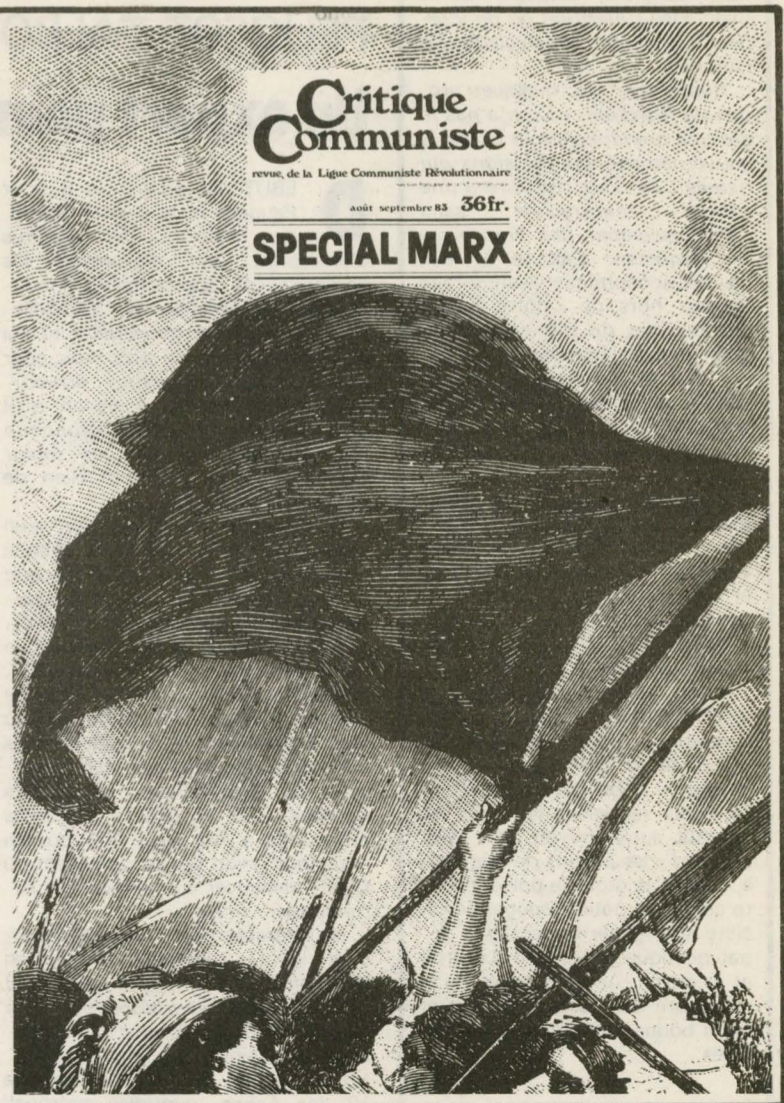
Marxisme ou « totalitarisme »
Daniel BENSARD

Réflexions sur la révolution polonaise
Zbigniew M. KOWALEWSKI

Marxisme et féminisme
Frédérique VINTEUIL

Marx et les sciences de la nature
Jean-Paul DELEAGE

La théorie critique et Marx
Philipper LUDWIG



EMPLOI

Les robots contre les immigrés ?

● Au nom de la compétitivité dans l'automobile, le patronat veut chasser 60 000 immigrés et leurs familles

DOIT-ON renoncer à la robotisation sous prétexte que les ouvriers concernés sont des immigrés ? », se demande Paul Marchelli, dirigeant de la CGC dans une interview à *Sud-Ouest*. Donnant des leçons de gestion aux patrons, il leur adresse une critique : « *L'ouverture qui a été faite aux immigrés dans les années soixante, a été une des grandes erreurs économiques de l'après-guerre. Les chefs d'entreprise français (...) se sont réfugiés dans la solution de facilité qui consistait à importer une main-d'œuvre à bon marché plutôt que d'investir dans la recherche et la technologie.* »

Racisme et impérialisme

Des conseils suivent : « *ramener* » dans leur pays d'origine les immigrés et leurs familles de façon à supprimer 50 000 à 60 000 emplois dans l'automobile, en transférant au Maroc ou en Algé-

rie les usines de Levallois (voir p. 2) ou d'Aulnay.

En fait, ces conseils ont au moins le mérite d'être très clairs. Ils visent à faire subir aux immigrés le coût de la mécanisation, en espérant ainsi « avoir la paix sociale » du côté des travailleurs français. Alors que la robotisation, dans un deuxième temps, supprimera largement autant d'emplois actuellement occupés par des « professionnels » ou des employés de bureaux d'études ou des administratifs...

En même temps, Marchelli exprime nettement des préjugés impérialistes : ce qui n'est plus

assez bon pour nous est toujours réutilisable chez les sous-développés... qui — est-il utile de le dire — sont moins exigeants sur le produit fini et sur les salaires ! Comme si le vieux modèle de 2 CV (fabriqué à Levallois) ou les modèles montés à Aulnay étaient les moyens de transport souhaitables pour les pays du Maghreb, parce que, justement, ils ne sont « plus assez rentables en Europe »...

Formation et emploi

Pour reprendre Marchelli au dépour de son raisonnement, une

question suffit : les robots suppriment-ils des emplois ou diminuent-ils le besoin de travail nécessaire pour une production identique ou en augmentation ?

En fait, en eux-mêmes, les robots ne suppriment aucun emploi. Mais les capitalistes en développent l'usage en ce sens. En refusant de baisser le temps de travail de tous les travailleurs en proportion des progrès techniques : sinon, ces progrès « n'intéresseraient plus » les capitalistes.

Cependant, pour cacher ces calculs peu avouables, ils argumentent autrement, tirant pré-

texte des problèmes de « qualification », de « formation » pour juger que les robots excluent les OS immigrés. Par avance, un tract de la section CFDT de Talbot-Poissy, en juin dernier, répondait à de tels propos : « *PSA veut moderniser l'usine ? Soit, modernisons-la... Mais sans qu'il soit question du moindre licenciement. Nous répétons : oui aux robots mis au service des travailleurs et pour leur permettre de gagner plus en travaillant mieux et moins. Oui aux robots avec la semaine de 35 heures.* »

Mais, vont dire les Marchelli et les Gattaz, cela ne sera pas « compétitif » face à nos concurrents ! Telle est la logique du profit capitaliste : même une faible différence en terme de coût salarial motive les décisions de messieurs les patrons. C'est bien pour cela qu'il ne sera pas possible à quelque « table ronde » de trouver, en garantissant tous les emplois, un accord avec eux et les syndicats ouvriers. Et cela donne toute leur actualité à d'autres solutions : la nationalisation de tout le groupe PSA (Peugeot, Talbot et Citroën), et la réorganisation de l'ensemble de l'industrie automobile en France dans un seul grand groupe, nationalisé, dont les objectifs de production seraient définis sous le contrôle des travailleurs.

Une telle voie n'a rien d'« utopique ». Seule la politique actuelle des directions ouvrières la rend difficile à réaliser. Mais elle serait le débouché d'une mobilisation ouvrière mettant en échec les plans de la direction de PSA.

Pierre Rème

Marchelli (CGC) croisé de la pureté raciale

GASTON DEFFERRE a apporté son soutien aux récentes déclarations de Paul Marchelli, dirigeant de la CGC. Elles « méritent qu'on y réfléchisse », dit le ministre de l'Intérieur.

Rappelons donc quelques propos de Marchelli : « *On n'a pas le droit de prendre comme le fait le gouvernement des décisions qui risquent de nous conduire à une société multiraciale sans l'acquiescement des Français.* » Cet argument s'ajoute à ceux d'ordre économique visant à faire chasser hors de « notre pays » des dizaines de milliers d'immigrés et leurs familles.

« Vive la race pure », cela ne vous rappelle rien ? Ce fut le slogan des nazis. C'est aussi celui de l'apartheid en Afrique du Sud...

L'idée elle-même est stupide : faudra-t-il « garder » les maghrébins, considérés comme « blancs » du point de vue racial et faire partir les Africains et les Antillais ? Ou faudra-t-il parvenir à la définition d'une race purement « aryenne française » ?

Mais, puisque Marchelli a le culot de rappeler que « *le gouvernement avait promis un grand débat national sur l'immigration* », Defferre, ministre de l'Intérieur rappelle-le, aurait eu un tout autre moyen de « saisir au bond » les propos de Marchelli : il avait le droit de porter plainte contre lui pour propagande raciste et engager là-dessus le débat politique nécessaire. Le droit et le devoir ; mais au nom de la rentabilité des usines Peugeot et de la bonne entente avec les patrons...

P. R.

Cette photo, extraite de « *Syndicalisme hebdo* » du 29 juillet n'a pas dû plaire beaucoup à la direction de la Confédération CFDT...



PEUGEOT-TALBOT

Un expert pour de biens mauvais calculs

DEBUT septembre, le 8 pour Peugeot et le 9 pour Talbot, se tiendront les comités d'entreprise afin d'examiner les demandes de licenciements annoncées par la direction de PSA. Celle-ci, contredisant le gouvernement qui se donne un délai de trois mois pour l'étude des « problèmes structurels » de l'entreprise, a déclaré qu'il n'est « pas bon pour l'économie française que ces mesures soient étalées dans le temps ». Rien de nouveau de ce côté.

En revanche, la nomination d'un « expert » a créé une assez grande confusion. Certains y trouvent « une confirmation de la volonté du gouvernement d'œuvrer pour l'emploi », comme le dit le communiqué de la fédération des métaux CGT, décidée à « favoriser la mission de monsieur Prada ». Irions-nous donc vers un maintien de tous les emplois comme le revendiquaient les travailleurs de Talbot-Passy avec leurs sections CGT et CFDT ? Quelques optimistes y ont peut-être cru en entendant Yvon Gattaz, président du CNPF, dénoncer « une décision extrêmement grave ».

Malheureusement, nous en sommes loin. « L'expert » entrerait en fonction le 18 août pour « procéder à une évaluation approfondie de tous les éléments du dossier » (communiqué interministériel), afin de remettre un rapport. Dès le lendemain, le 19, *les Echos*, quotidien patronal,

donne une précision décisive : « *Chez le constructeur, à défaut de se féliciter d'une nomination qui n'avait pas été sollicitée, on souligne qu'elle permet de dissiper un certain nombre de confusions savamment entretenues ces derniers temps jusque dans les rangs mêmes du gouvernement.* » Allusion évidente : deux ministres, Ralite le 4 août et Fabius le 7, avaient lancé l'idée de nommer un expert afin qu'il n'y ait « pas de licenciements avant 1984 » et pour « examiner les comptes de PSA », que *L'Humanité* présente comme « truqués ». Les déclarations de la direction de PSA à l'arrivée de « l'expert » ont valeur d'un rappel à l'ordre adressé aux ministres, qui pourtant n'avaient à aucun moment refusé les licenciements en tant que tels !

Retour à la case départ : les projets de la direction restent ce qu'ils étaient. Comme ils l'étaient dès le mois de février, bien avant d'être annoncés. Entre-temps, cependant, la direction de Peugeot a marqué des points, les directions syndicales venant cautionner les manœuvres en cours.*

FO se félicite des investigations que pourra mener l'expert. Et, comme la CGT, fait silence sur le maintien du dossier de demande de licenciements. La CGC s'étonne de ce que le gouvernement se permette de vérifier les comptes d'une entreprise privée ; elle défendra devant l'expert

sa grande idée, « *la robotisation accompagnée du départ de 50 000 à 60 000 immigrés* ». Quant à la direction de la fédération métaux CFDT, elle a « l'intention de négocier avec la direction de Peugeot tous les aspects (...) et le cas échéant les emplois alternatifs à l'extérieur du groupe » (interview de Georges Granger, secrétaire général de la FGM, dans *Syndicalisme hebdo* du 18 août). On a bien lu, il s'agit de négocier tout, et même les licenciements.

Jeu sur les délais, nomination d'un expert pour dorénavant sans s'attaquer aux décisions patronales, l'entracte du mois d'août n'a pas apporté grand-chose de bon. Si ce n'est que le gouvernement a bien été contraint, devant les premiers pas de la mobilisation ouvrière en juillet, de faire semblant de s'engager aux côtés des travailleurs de Talbot et Peugeot. Ceux-ci, en ce début septembre, retrouvent leurs usines et leurs revendications. Inchangées. Il ne leur reste qu'à reprendre la voie de la lutte en comptant sur une solidarité d'ensemble des autres travailleurs, à qui il faudra bien faire comprendre que l'essentiel reste toujours à obtenir, l'annulation du projet de 10 000 licenciements.

P R

* Le 19 juillet, « *Rouge* » pouvait déjà les annoncer



Les nouveautés de la rentrée

ENTRE juin et septembre, il pleut peu d'albums. C'est l'occasion unique pour revenir sur les parutions de juin et sur ce qui arrive tout chaud en cette rentrée.

A l'école, le moyen-âge fait toujours un tabac ! Dessiner un château fort sur son cahier d'Histoire, c'est se coller huit heures d'efforts au lieu d'aller au cinéma. Les petits malins, eux, découpent les vignettes de leurs journaux de BD et les collent en face de leurs leçons. Bravo, dit le prof, qui, illico, écrit aux éditeurs pour les remercier de l'abondante littérature dessinée consacrée ces temps-ci au moyen-âge.

La réédition dans la belle collection « BD Dingue » (Ed. du Lombard) des *Aventures du chevalier blanc* dû au crayons du seul couple légitime de dessinateurs de BD, Liliane et Fred Funcken, va donc combler maîtresse et écoliers. D'autant qu'est également réédité *Harald le viking* des mêmes Funcken, qui leur permettra d'apprendre à dessiner un drakkar.

Et puis, comme le Lombard ne se contente pas de vivre des seules richesses de son fond humoristique, voici le huitième album des aventures humoristiques et médiévales de Robin Dubois et du shérif de Nottingham, *Dur, dur...* Tout un programme.

Un peu plus tard (dans l'Histoire de France), c'est aux alentours de 1590, juste avant la Saint-Barthélemy, que F. Dermaut et D. Bardet nous entraînent avec *les Chemins de Malfosse* (Ed. Glénat). Les ligueurs s'affrontent aux partisans d'Henri de Navarre, futur Henri IV, eux mêmes aidés (moyennant finance) par force lansquenets, reîtres allemands et mercenaires suisses.

Henri IV est d'ailleurs quasiment le second personnage du premier volume de la nouvelle saga d'André Juillard, *Les 7 vies de l'épervier* (Ed. Glénat). Juillard, dont j'ai dit ici tout le bien que j'en pensais, possède un dessin d'une force et d'une aisance peu communes. En attendant le quatrième volume des aventures de son chevalier Bohémond de St-Gilles

qui doit paraître en septembre chez Fleurus, et en suivant les aventures d'un autre de ses personnages (Arno) dans les pages du mensuel *Circus*, Juillard administre la preuve de son éclectique talent.

Allez, quittons l'Histoire avec un grand H et voyons le reste de la production dessinée de cet été.

Chez Glénat, trois autres albums ce mois ; *Eldorado*, de Sergio Macedo, qui est passé de *Métal Hurlant* à *Circus* et y a trouvé un cadre adéquat pour l'illustration de ses idées fantastico-mythologiques.

La Porte de Brecheliand, du tandem Rodolphe (texte) et Ferrandez (dessin) joue très bien du cocktail policier/fantastique. Brecheliand étant l'ancien nom de Brocéliande, on risque d'y croiser Merlin l'enchanteur et la fée Viviane.

Giardino (à qui l'on doit le remarquable *Rhapsodie hongroise*) nous revient avec ce quatrième tome des aventures de son privé *Sam Pezzo*. C'est dur comme Spillane, et drôle comme Chandler.

De Chandler d'ailleurs il est question en BD et au cinéma, puisque simultanément à la ressortie du film tiré de son scénario *The Blue Dahlia* (réalisé en 1946 par G. Marschall avec Veronika Lake et Allan Ladd), les Humanoïdes Associés publie la bande que l'Italien Scorazzi en a tiré, et que *Libé* a prépublié en strips quotidiens avant les vacances.

Irruption aussi de *Savage* le héros super-violent de Gil Kane aux Humanos. Il finit les épisodes sur une civière, mais lutte à mains nues contre les super-criminels qui préparent la troisième guerre mondiale ! Sauvage et débile...

Toujours aux Humanos *On m'appelle Avalanche* de Francis Masse : les dessins les plus fous de ces dix dernières années. *Coco Night* de Do et Ben Radis, qui nous ramène le groupe ringardo-rock, les *Closh ! Bad Max* de Max, qui comme son nom l'indique est très mauvais. *Opium* de Daniel Torres, jeune espagnol nourri de Mandrake et de l'école hollandaise (Swarte et Ever Meulen), très beau donc ! *L'Empreinte*

du *Minotaure* de Dominique Hè, le seul vrai réaliste de l'écurie Humanos. Un disciple d'E. P. Jacobs en quelque sorte, puisqu'après le mystère des vieilles cités pharaoniques, voici Marc Matthieu affrontant « le Minotaure » dans le dédale souterrain qui court sous les ruines de Cnosos en Crète. Excellent !

Et puis, deux tentatives, chères (95 F le volume) mais sympas, l'édition en gros recueils cartonnés, luxueux et en français des *Meilleures Histoires de science-fiction et d'horreur*, des E. C. Comics américains des années cinquante, où sévirent Wallace Wood, Al Williamson, Will Eisner et même Franck Frazetta. Faites-vous frissonner au second degré pour le prix de trois places de cinéma.

Aventures toujours pour un nouveau héros dessiné par Gine, *Capitaine Sabre* (Ed. du Lombard). Entre Corto Maltese, Lord Jim et Bernard Prince, un condensé d'exotisme, d'aventures extrême-orientales et de cynisme, au milieu d'une galerie de « losers », pirates et aventuriers en tous genres...

Aux Editions Dupuis, le célèbre groom Spiro vient pour la cinquième fois consécutive de changer de dessinateur. Après Rob vel, Jijé, Franquin et Fournier, c'est donc aujourd'hui un certain Nic qui va officier. Le résultat (*la Ceinture du Grand Nord*) est lamentable. J'ai de la nostalgie plein mon stylo ; c'est un peu comme si les aventures de Tintin étaient dessinées par Jacques Faizant.

Voilà par contre un événement qui mérité d'être salué ; la réédition en gros volumes cartonnés des trois premiers tomes de Buck Danny. Le célèbre pilote US dessiné par le regretté Victor Hubinon était franchement raciste à ses débuts en 1947, puisqu'il se méfiait d'un ingénieur chinois qui avait le tort d'être jaune et que les épithètes « face de citron », « sale jaune » ou « macaque » y fleurissaient allégrement...

Futuropolis publie la première BD antillaise *Repas antillais* de Roland Monpierre, sympa, mais ça vaut pas

un Ti-Pétard. Pepperland édite le quatrième album de notre vieux copain Piotr *Nous deux, c'est pas comme les autres*, qui me fait vaichement regretter la vacherie géniale de ses crochards et de ses dessins. C'est dur d'être peccant sur plus de quarante pages, et à part la géniale histoire, *Troisième âge et amour au 6^e étage*, c'est un peu trop plein de fantômes usés et de vieux rêves passés.

Proche de Piotr pour le dessin, mais plus drôle sur la durée, Ptiluc continue « Pacush Blue » avec *Jefferson ou le mal de vivre* (Ed. Vent d'Ouest). Jefferson, un rat philosophe qui me rappelle le clérard de Bi-

net lisant Kant à ses maîtres.

Curieux, porno, violent, le premier album d'un dessinateur catalan, Nazario, *Anarcoma* (Ed. Artefact), ou les aventures d'un travesti détective, à la recherche du robot le mieux monté du monde.

Enfin, un chef d'œuvre : trente pages en trois couleurs, petit format, dans la collection Atomium des Editions Magic-Strip. Cela s'appelle *White, le choc !* dessiné par Stéphane Colman, un jeune belge bourré de talent ; c'est vraiment original, et la lecture est un vrai régal ! Ne ratez pas ça !

Michel Laszlo

L'année Enki Bilal ?

D'abord, Bilal a accompli un magnifique travail pour le savoureux film d'Alain Resnais, *la Vie est un roman*. Les décors en glass painting, l'affiche du film, les maquettes de décors et de costumes. Celui qui est avec Giraud et Tardi le plus talentueux dessinateur du moment, reconstruit enfin pleinement (il avait déjà dessiné l'affiche de *Mon oncle d'Amérique*) le plus grand réalisateur français. « *Images pour un film* » (Ed. Dargaud) est le récit abondamment illustré de cette collaboration exceptionnelle.

Quant à « *Partie de chasse* », cinquième volume des « *Légendes d'aujourd'hui* » (Ed. Dargaud) écrites par Pierre Christin, il s'agit à mon sens du plus bel album de Bilal. Le dessin est unique en son genre (proche parfois de celui des grands dessinateurs est-européens

qui renouvelèrent le dessin animé au milieu des années cinquante, les Mimica, Lenica, Borowczyk, Pojar, Vukotic, Zeman, Bedrich, Brdecka, etc. ; le scénario est remarquablement bien documenté sur la bureaucratie post-stalinienne où les jeunes loups technocrates cotoient craintivement les anciens révolutionnaires qui ont avalé toutes les couleurs du vieux moustachu.

Pourquoi donc Vassili Alexandrovitch Tchevtchenko n'arrive-t-il pas à oublier Vera Nikolaevna Tretiakova, qu'il aime, et laisse disparaître pour cause de trotskysme au moment de la grande épuration de l'appareil du parti, la « Tchistka », en 1937 ?

« *Partie de chasse* » est à coup sûr la BD de l'année.

M. L.

Dessin de Bilal, tiré de « partie de chasse ».



« Les 7 vies de l'épervier » de Juillard.



sur le petit écran

• **Dimanche** 19 h (TF1), deuxième partie des *40^{es} rugissants*, télé-film

de Christian de Chalonge avec Julie Christie, Jacques Perrin et Michel

Serrault.

20 h 35, *L'Incorrigible* de Ph. de Broca avec Belmondo (ça se regarde à la rigueur...). TF1 ne s'est vraiment pas foulé cet été pour le choix de ses films du dimanche soir. Trois jours après la mort de Bunuel, TF1 maintenait (en guise d'hommage !) la projection des *Charlots en Espagne* !

22 h 30 (FR3), *La Belle Equipe* de Julien Duvivier avec Gabin et Vanel. Avec *Le crime de M^r Lanoe* de Re-

noir, c'est l'une des plus grandes réussites des années du Front Populaire. L'amour et le hasard vont détruire les idéaux communautaires de cinq camarades, comme les nuages noirs qui s'amoncellent sur l'Europe vont détruire quelques mois plus tard les illusions du Front Populaire.

• **Mercredi** 22 h 30 (FR3), *Satyricon* de F. Fellini d'après l'œuvre de Petrone. Certainement pas le chef d'œuvre que certains ont cru voir. Il y sainte même parfois un ennui cer-

tain.

• **Judi** 20 h 30 (FR3), *Atlantic City* de Louis Malle avec Burt Lancaster. Film d'ambiance, empli de nostalgie, et de rêves dorés avortés. B. Lancaster en loser sexagénaire est tout bonnement génial...

• **Vendredi** 20 h 15 (A2), *Le voleur de crimes* de Nadine Trintignant, avec J.-L. Trintignant et R. Hossein. Intéressant.

M. Laszlo

POLOGNE

Le nouveau défi de Gdansk

● Trois ans après «l'été polonais», le syndicat clandestin des chantiers navals appelle à des arrêts de travail et au ralentissement des cadences. Le gouvernement a établi l'état d'exception et une violente campagne de presse s'en prend à Lech Walesa

UNE nouvelle fois, Gdansk occupe l'avant-scène en Pologne. La commission syndicale clandestine (TKZ) du chantier naval «Lénine» de Gdansk a lancé au gouvernement polonais un ultimatum appelant à des ralentissements de cadences et à des arrêts de travail si la bureaucratie n'entame pas avant le 22 août — ce qu'elle s'est, bien sûr, refusée à faire — des négociations avec Lech Walesa. Il vient d'expirer. Dans le chantier, le ralentissement des cadences avait en fait démarré dès le 13 août — à la fois pour tester les capacités d'action des travailleurs et pour préparer des actions plus dures.

La TKZ du chantier naval, appuyée par Lech Walesa, avait ainsi repris l'initiative des mains de la Commission nationale de Solidarnosc (TKK), qui s'était limitée dans un premier temps à appeler à des actions limitées pour le 31 août, troisième anniversaire des accords de Gdansk, avant de soutenir par la voix de Zbigniew Bujak, l'initiative lancée à Gdansk.

Désarroi des bureaucrates

Le 23 août, le syndicat du chantier naval renouvelait son appel, précisant qu'il espérait que d'autres entreprises se joignent à l'action en organisant des arrêts de travail dans tout le pays jusqu'au 31 août, et dans la région de Gdansk jusqu'au 15 septembre. «*Nous ne sommes pas impuissants*», écrivent les syndicalistes du chantier naval,



nous sommes des millions, unis par la solidarité qui découle du mépris et des injustices dont nous sommes l'objet. Sans nous, le pouvoir n'a pas de raison d'être. »

Dès le 16 août, et pour un mois, le gouvernement a établi l'état d'exception — une nouvelle mesure créée pour remplacer l'état de guerre — dans la région de Gdansk et la presse se déchaîne depuis dix jours contre Lech Walesa et à travers lui contre les travailleurs de Gdansk. Le premier est qualifié de «*yankee*» et l'appel à des grèves est traité «*d'invite au suicide collectif*». Et comme pour mettre en valeur l'ampleur potentielle de la lutte entamée à Gdansk, *Trybuna Lu-*

du (organe officiel du POUP) se met à publier des interviews de travailleurs «*indignés par la conduite de Walesa*». C'est une pratique que la bureaucratie avait délaissée depuis... août 1980 ! Et un voyage du vice-premier ministre Rakowski à Gdansk est en préparation pour le 26 août.

« Il faut reprendre à nouveau la lutte »

L'appel à l'action du président du syndicat interdit et de la commission syndicale clandestine du chantier «Lénine» sera-t-il suivi ? C'est probable. Car il ne

s'agit pas aujourd'hui d'une action spectaculaire, et sans lendemain, comme le fut l'an dernier l'appel de la TKK à la grève générale. Et, depuis le début de l'année, des mobilisations plus limitées se sont enchaînées : semaine d'action régionale à Wrocław, manifestations massives le 1^{er} Mai dans la plupart des grandes villes et récemment encore, lutte pour des augmentations de salaire à l'usine FSO (Polski Fiat) de Varsovie.

Solidarnosc a reconstruit ses structures clandestines et le sentiment d'impuissance né de l'échec de la grève générale qui avait suivie le coup de force du général Jaruzelski a peu à peu disparu. En juin dernier, chacun

a pu se rendre compte de la force et de la détermination du syndicat. Il a occupé le devant de la scène durant le voyage papal, avec ses mots d'ordre et ses banderoles.

La bureaucratie vient certes de marquer un point, en présentant à la télévision la reddition de Wladyslaw Hardek, membre de la TKK et dirigeant régional de Cracovie. Mais la lutte de Gdansk — lancée en dehors (et en quelque sorte en «*surenchère*») de la TKK — est aussi le signe d'un changement à l'œuvre au sein de Solidarnosc. Ce sont les structures, ainsi que les coordinations qu'elles se donnent qui tendent à devenir le centre du syndicat. Le changement se fait au détriment de structures formées par les dirigeants historiques rescapés des purges de décembre 1981 et vivant depuis «*sous terre*» — comme on dit en Pologne — dans des conditions de clandestinité qui rendent malaisés leurs contacts avec les entreprises.

Commentant la décision de Walesa de reprendre son travail au chantier naval de Gdansk, le bulletin de Solidarnosc de l'acierie Lénine de Nowa Huta avait écrit en janvier dernier : «*Par sa décision, Lech proclame que les autorités ont rompu tous les accords qu'elles avaient si pompeusement signés avec les ouvriers. Il faut reprendre à nouveau la lutte pour les droits du travailleur et du citoyen*». C'est ce que fait aujourd'hui le syndicat clandestin du chantier naval de Gdansk. Dans cette lutte, il a droit à notre solidarité active et inconditionnelle.

Cyril Smuga



Il y a 15 ans, les troupes du Pacte de Varsovie entraînent en Tchécoslovaquie. Un millier de personnes ont manifesté le 22 août devant l'ambassade à Paris. La LCR et LO étaient présentes sous une banderolle commune.